

ISLAM ET ÉCONOMIE AU BURKINA FASO

Relations et enjeux

Issa CISSE

Département d'Histoire et d'Archéologie
Université de Ouagadougou (Burkina-Faso)
E-mail : cissebf2@yahoo.fr

Résumé

Au Burkina Faso, le milieu des affaires économiques est dominé par les musulmans. Plusieurs groupes sociaux notamment les Dioula, les Marka/Dafing, les Yarsé, les Maransé, les Peul sont connus comme des agents ayant contribué à la diffusion de l'islam au Burkina Faso. Ils présentent également une tradition commerciale ancienne excepté les Peuls qui sont des éleveurs, par conséquent ont aussi un rôle non négligeable dans l'économie burkinabè. Le goût de l'initiative privée, la solidarité islamique demeurent des facteurs dans la réussite des musulmans dans les affaires. Beaucoup de secteurs d'activités comme le commerce général, les transports, l'industrie sont investies majoritairement par des musulmans. Le lien entre l'économie et le pouvoir politique au vue de l'exemple de la IV république constitue un autre indicateur de dynamisme des musulmans dans les affaires. Enfin, Oumarou Kanazoé est un cas d'itinéraire de musulman ayant bien réussi dans les affaires.

Mots clés : Burkina Faso, islam, enjeux économiques, initiative privée, solidarité islamique, pouvoir politique.

Abstract

In Burkina Faso, the world of business is dominated by the Muslims. Several social groups including mainly the Dioula, the Marka/Dafing, the Yarse, the Maranse, the Fulani are known to have largely contributed to the spread of Islam in Burkina Faso. Apart from the Fulani who are cattle herders and therefore play an important role in the economy of the country, these groups are all engaged in ancient commercial activities. A high sense of private initiative coupled with

Islamic solidarity are leading factors in Muslims' success in business. Several lines of activity like trading, transport and industry are mainly held by Muslims. The connection between economy and political power as reflected in the 4th republic is another evidence of the dynamism of Muslims in business. For example, Oumarou Kanazoé is a case in point in this Muslim success in the domain of business.

Keywords: Burkina Faso, Islam, economic stakes, private initiative, Islamic solidarity, political power.

Introduction

Aborder une telle question n'est pas chose aisée, car la documentation écrite fait largement défaut. Nous nous sommes appuyés, pour mener une telle étude, sur notre expérience des archives privées des musulmans. Nous avons consulté la presse écrite ainsi que les travaux des chercheurs sur l'islam au Burkina Faso. Plusieurs mémoires de maîtrise de l'université de Ouagadougou nous ont ainsi aidé à cette fin. Les enquêtes orales ont été déterminantes, surtout à propos du milieu des affaires. Cependant, ces enquêtes orales ne nous ont pas permis de collecter des données chiffrées très précises compte tenu du caractère sensible de ce genre d'informations. Nous manquons donc de statistiques. En dépit de ces contraintes, il est possible de décrire, avec une certaine précision, le rôle et la place des acteurs musulmans dans l'économie burkinabè. Nous allons considérer successivement la position particulière de certains groupes ethniques dans l'histoire du pays, puis la place de l'islam et des musulmans dans l'économie burkinabè contemporaine, pour, enfin, prendre l'exemple d'une grande figure de l'entreprise et des associations islamiques au Burkina, El Hadj Oumarou Kanazoé.

1. Islam, ethnies et tradition commerciale

L'usage du terme « ethnie » prête souvent à discussion dans le milieu scientifique. Nous l'entendons ici comme un groupe social stable d'êtres humains constitué au cours de l'histoire sur un espace territorial spécifique. Ce groupe possède des particularités linguistiques, culturelles et psychiques communes relativement stables. Ce groupe a aussi conscience de son unité et de sa différence par rapport aux formations semblables. Au regard de cette précision

terminologique, il est possible de repérer, à travers le Burkina Faso, les groupes sociaux dont les référents identitaires font d'eux des agents à longue tradition commerciale ayant contribué à l'islamisation du Burkina Faso. Au nombre de ces groupes sociaux, figurent les Dioula et Dafing/Marka à l'ouest, les Yarse et Maranse au Moogo. Les Haoussa, populations allogènes, se sont fait surtout remarquer, pendant la colonisation, dans le rôle de diffusion de l'islam et de pratique du commerce. Les Peuls situés surtout au nord du pays et disséminés également à travers le Burkina Faso accordent une grande importance à l'islam comme un élément de leur identité. Ils n'ont pas une tradition commerciale avérée, mais, comme ils sont très attachés à l'élevage, leur rôle dans l'économie ne saurait être négligé.

1.1. Les Dioula

Le terme Dioula a un contenu devenu polysémique. De nos jours, au Burkina Faso, il ne permet plus de désigner avec précision un groupe social. A l'origine, il désignait ces allogènes de l'Ouest surtout localisés autour de Bobo-Dioulasso et originaires soit du Mandé ou de Kong (le nord de la Côte d'Ivoire actuelle).

Historiquement, les Dioula sont perçus comme les descendants des premiers marchands noirs, en l'occurrence les marchands Soninké qui avaient anciennement le monopole du commerce avec l'Afrique du Nord déjà islamisée. Au plan économique, les Dioula sont perçus comme les marchands qui ont sillonné les routes commerciales reliant les grands centres de négoce comme Djenné, Oualata, Tombouctou, Bambouc, Bouré, Tégazza, Taoudeni, etc. L'ouest du Burkina Faso, en l'occurrence Bobo Dioulasso, considéré comme un carrefour situé à mi-chemin entre la zone forestière et celle du Sahel a intéressé ces Dioula dans leur parcours commercial. Cette perception des Dioula fait que, dans certaines langues au Burkina Faso, de nos jours, le mot « *dioulaya* » désigne l'activité commerciale.

Au plan religieux, compte tenu de l'ancienneté de leurs contacts avec les marchands maghrébins, les ancêtres des Dioula sont considérés comme faisant partie des premiers groupes sociaux à avoir adopté l'islam en Afrique de l'ouest. C'est parmi eux que l'on va trouver, au fil des siècles, les premiers lettrés adonnés à l'érudition

islamique. La relation étroite entre Dioula et islam fait que, très souvent, le terme Dioula est synonyme d'islam.

L'évolution du groupe social Dioula a donné lieu à un processus d'assimilation culturelle et linguistique. De nos jours, la plupart des populations migrantes de l'ouest du Burkina Faso venues de la Guinée, du Mali et du nord de la Côte d'Ivoire pendant la colonisation sont assimilées aux Dioula. Ces Dioula se distinguent par les patronymes suivants : Barro, Fofana, Traoré, Touré, Diané, Kassamba, Ouattara, etc. Certains de ces patronymes se retrouvent aussi chez les Sénoufo et les Bobo Dioula (ces derniers formant un groupe constitué à partir d'une assimilation réciproque entre Bobo et Dioula). L'islam et le commerce constituent les éléments majeurs qui permettent de distinguer entre Bobo Fing (considérés comme des autochtones, le plus souvent animistes et agriculteurs) et Bobo Dioula¹.

Quelles que soient les complexités des relations entre ces différents groupes, la langue, la religion musulmane et le commerce sont demeurés des éléments d'identification de ces populations Dioula, dans les régions actuelles des Hauts-Bassins (chef-lieu Bobo-Dioulasso), des Cascades (chef-lieu Banfora) et de la Boucle du Mouhoun (chef-lieu Dédougou). Ces régions ont reçu des influences culturelles venues du Mali, de la Guinée et du nord de la Côte d'Ivoire à travers l'histoire.

1.2. Les Dafing/Marka

Le terme Dafing est utilisé pour désigner le groupe Marka situé dans la Boucle du Mouhoun et surtout dans la vallée du Sourou. Au Mali, se retrouve une partie de ces Dafing appelés Marka. Au Burkina Faso, Ouahabou, Boromo, Safané, Lanfiéra, Bossé, Gassan, Di, Koumara sont des localités Dafing bien connues dans la Boucle du Mouhoun. Dédougou et Nouna sont également deux centres urbains de la région du Mouhoun où cohabitent une forte concentration de Dafing et plusieurs autres groupes. Linguistiquement très proches des Dioula, les Dafing se disent originaires du Mandé. On relève aussi, notamment chez les Marka, des patronymes d'origine soninké. Perçus

¹ Sur les Dioula, voir le cas de Bobo-Dioulasso dans le travail de Bakary Traoré, 1984.

comme des agents de l'islamisation, les Dafing ont compté dans leurs rangs, au milieu et à la fin du XIX^e siècle, des personnages historiques dont le rôle dans le prosélytisme religieux dans la boucle du Mouhoun est encore célébré. Il s'agit de Mamadou Karantao, fondateur de Ouahabou, de Al Kari de Bossé et de Karamoko Ba (de Lanfiéra)¹. Le commerce, le tissage et la teinture constituent l'essentiel de leurs activités économiques auxquelles ils se montrent très attachés jusqu'à nos jours. En outre, les Dafing ont la réputation, au Burkina Faso, d'avoir les plus grands marabouts détenteurs de « recettes magiques », les plus efficaces pour aider l'homme dans la quête de son mieux-être. Nous soulignons ce fait car la relation entre les « recettes magiques de marabouts » et la réussite dans les activités économiques a été le plus souvent évoquée lors de nos enquêtes orales. Tissi, Bossé, Sono, Douban, Safané, Lanfiéra sont des exemples de ces localités, à l'ouest du Burkina Faso, réputées pour la présence de puissants marabouts.

1.3. Les Darse et les Maransé

1.3.1. Les Darse (sg. Yarga)

Ils font partie de la société moaga² à laquelle ils sont intégrés depuis le XVI^e siècle. Sur le plan linguistique, il n'y a pas de parler yarga : le mooré, la langue des Moose, est partagé par les Darse. Si, sur le plan linguistique, on peut parler d'assimilation réussie des Darse par les Moose, au plan culturel, religieux, ainsi que dans les récits d'origine, la démarcation entre ces deux groupes sociaux ne souffre d'aucune ambiguïté. Le statut d'étranger, la religion musulmane et l'activité de marchand colporteur ont été les trois principaux éléments de distinction et d'identification des Darse. Ils se sont forgé des récits d'origine qui mettent en relief leurs liens avec les zones très islamisées de la Guinée ou du Mali. L'intégration progressive des Darse dans la société moaga a fortement atténué, voire annulé leur statut d'étranger. De nos jours, l'islam et le commerce demeurent les éléments d'identification fortement revendiqués par les Darse dans la

¹ Pour plus de détails sur les Dafing, voir BlamiKoté (1981-1982), et B. Ernestine Larou (1985).

² Le mot *moaga* est le singulier de *moosé*. C'est le groupe social majoritaire du Burkina Faso. La forme francisée de leur nom est, Mossi.

société moaga. Les patronymes Sakandé, Rabo, Kouanda, Sissao, Kanazoé, Mandé, Sanfo, Sana, Dabo etc. permettent également de distinguer les Darse au Burkina Faso. A l'instar des Dafing, les marabouts Darse sont reconnus détenir un pouvoir surnaturel lié à leur connaissance du Coran. Les études de AssimiKouanda (1981 et 1984) consacrées aux Darse dans la société notent un processus de « yarsification » qui signifie que des Moose, pour des raisons diverses, ont préféré s'identifier aux Darse. Soulignant ce fait, Assimi Kouanda note :

« Jusqu'au XVIII^e siècle, on assiste à un important phénomène de yarsification (...) les mobiles qui poussent les Moose à se yarsifier sont nombreux, mais le principal est l'activité commerciale. Devenir commerçant à cette époque implique dans une large mesure de se convertir à l'islam » (AssimiKouanda 1989 : 129).

1.3.2. Les Maranse

Ils constituent également une composante de la société moaga. Ce sont des musulmans et artisans commerçants qui ont diffusé l'islam en pays moaga. A la différence des Darse, les Maranse ne se sont pas ouverts aux Moose, car ils ont été assimilés à des captifs¹. Ils se retrouvent ainsi dispersés dans la société moaga.

1.4. Les Peuls

Les Peuls constituent une composante importante de la population burkinabè. Ils sont originaire des rives du fleuve Sénégal. Trois facteurs ont déterminé leurs mouvements migratoires à travers l'Afrique occidentale : le pastoralisme, la diffusion de l'islam et la fondation d'États musulmans aux XVIII^e et XIX^e siècles. Au Burkina Faso, ils avaient réussi à créer des émirats et chefferies au Jelgooji et au Liptako, au nord, et à Barani et Dokui à l'ouest. C'est sur le site de ces anciennes formations politiques situées dans les régions administratives actuelles du Sahel, du Nord et de la Boucle du Mouhoun que les Peuls se retrouvent en grand nombre au Burkina Faso. En outre, le déclin des anciens États et chefferies, l'émancipation des esclaves, l'accroissement du cheptel, la

¹ Pour les détails sur les *Maranse* dans la société moaga, se référer à Michel Izard (1984).

dégradation du pâturage et le relâchement de la contrainte politique coloniale expliquent la mobilité des Peuls dans l'ouest du Burkina durant la période de l'indépendance. Ainsi, il existe des campements peuls dans tout l'ouest du Burkina, allant des frontières du Yatenga en pays Moaga et Sana, jusqu'à la Comoé en pays Senoufo en passant par les pays Dafing, Bwa et Bobo (autour de Bobo-Dioulasso) (Youssouf Diallo 2008).

Hormis le cas des citadins ouverts au monde moderne, on peut distinguer quatre composantes essentielles dans la communauté peule : ils sont éleveurs, propriétaires d'importants troupeaux, commerçants de bétail, bergers salariés, lettrés musulmans (marabouts, imams). Tous font de l'islam un élément identitaire important et contribuent à le diffuser. En liaison avec la pratique de l'élevage, les femmes peules sont réputées dans le commerce de produits laitiers, notamment le lait frais, le yaourt, la crème, transportés à partir de leurs campements et vendus dans les marchés des villages ou des centres semi-urbains dans tout l'Ouest du Burkina Faso. Ensuite le rôle des Peuls, en général, dans la politique d'approvisionnement des couches urbaines et semi-urbaines représente une activité économique importante au Burkina Faso.

Tels sont les principaux groupes sociaux parmi la soixantaine d'ethnies au Burkina Faso, qui font de l'islam un trait identitaire fondamental et du commerce (et de l'élevage pour les Peuls) une tradition très ancienne¹.

2. Le facteur islamique dans l'économie burkinabè

Dans cette partie de l'étude, nous allons examiner la nature des liens entre l'islam et l'économie burkinabè, et le rôle et la place des acteurs musulmans.

2.1. Les musulmans et l'initiative privée

L'initiative privée est une habitude courante et ancienne dans ces sociétés Dioula, Dafing, Darse et Maranse. En outre, l'attachement de

¹ Nous laissons ici de côté le cas des Haoussa du fait que leur communauté est presque inexistante, de nos jours, au Burkina Faso. Leur rôle dans l'islamisation et le commerce n'a duré que le temps de la colonisation et au début de l'indépendance.

celles-ci à l'islam a longtemps détourné beaucoup d'enfants issus de ces milieux d'aller à l'école officielle française. C'est plutôt l'école coranique ou la médersa qui ont été fréquentées et, dans l'esprit des parents, l'initiation à l'islam, condition nécessaire pour une pratique correcte de la religion musulmane, demeurait, le plus souvent, l'objectif prioritaire des élèves de cet enseignement confessionnel islamique. Mais, à l'issue de cette initiation, il fallait faire face à la dimension terrestre et matérielle de la vie. C'est à ce moment que l'initiative privée intervenait, l'élève, au sortir de l'école, essayant de monter une entreprise, aussi petite soit-elle¹, le plus souvent, dans le commerce ou des activités artisanales, ou rejoignant celle de son père ou d'autres membres de sa famille.

En outre, le goût du risque, facteur clé de toute initiative privée, est familier aux entrepreneurs musulmans. Certains de nos informateurs ont le plus souvent insisté sur cet aspect. Selon eux, l'intellectuel sorti de l'école officielle française a le regard tourné vers la fonction publique ou un emploi rémunéré mensuellement, même dans le secteur privé. Les réflexions multiples qui conduisent à se focaliser sur les chances de réussite minutieusement soupesées incitent l'intellectuel diplômé à opter pour le chemin estimé sûr, c'est-à-dire l'emploi salarié. Le goût du risque dans le cadre d'une initiative privée n'est donc pas « au rendez-vous » chez les intellectuels francophones sortis de l'école officielle.

Par contre, la patience, la modestie et la persévérance sont les qualités souvent remarquées chez les acteurs économiques musulmans, notamment ceux de l'ancienne génération qui a plus de 65 ans, de nos jours. La modestie, car certains, au début de leur entreprise, sont partis de peu de chose, fréquentant les marchés des villages à pied ou à vélo dans l'exercice de leurs activités commerciales. La patience et la persévérance, parce qu'il leur a fallu attendre longtemps avant d'avoir la fortune. Durant ce long parcours, on peut noter les efforts d'adaptation remarquables accomplis tout au long des mutations opérées dans les activités économiques en fonction

¹Yacouba Cissé, parmi tant d'autres, est un exemple de ces anciens élèves de medersas ayant décidé de se lancer dans une activité commerciale privée après sa scolarisation dans un établissement confessionnel islamique, (entretien avec l'intéressé, Tougan, 12 avril 2010).

des circonstances favorables. Prenons l'exemple d'El Hadj Djanguinaba Barro. C'est l'actuel représentant de la section territoriale de l'Ouest de la Chambre de commerce et d'industrie du Burkina Faso. Après avoir fréquenté l'école coranique, il a commencé sa vie active comme petit mécanicien des engins à deux roues et vendeur de pièces détachées¹. De nos jours, il est propriétaire de plusieurs usines (huilerie à Bobo Dioulasso, sucrerie et grands moulins à Banfora). Il est aussi présent dans le secteur du transport des marchandises et de l'hôtellerie. Son statut de représentant de l'Ouest à la Chambre de commerce et d'industrie du Burkina Faso est lié à son poids économique majeur dans la région.

C'est aussi le cas de Amadou Bangrin Ouédraogo, originaire de Ouahigouya au Yatenga. A l'issue de l'apprentissage du Coran dans une « école par terre », selon notre informateur qui désigne ainsi l'école coranique, il était, au départ, un petit boulanger. Il fabriquait le pain dans un four traditionnel fait en banco et chauffé par les fagots de bois, qu'il plaçait dans les marchés de Ouahigouya et dans bien d'autres petits villages. C'est à partir de la vente du pain qu'il a réussi à se forger un empire économique immense en diversifiant progressivement ses activités. Un quotidien du Burkina Faso décrivant les activités de Amadou Bangrin note : « Depuis des années la vente de sucre, du riz, de farine et autre n'a plus de secret pour lui. Mieux, le transport est devenu sa spécialité avec la société de transport mixte Bangrin STMB qu'il a mise sur pied ²».

Cette société de transport a possédé une agence de voyage aérienne qui avait eu le marché du transport des pèlerins du Burkina Faso pour la Mecque en 2008 et 2009. Amadou Bangrin Ouédraogo est, lui aussi, de nos jours, le représentant de la section territoriale du Nord de la Chambre de commerce et d'industrie du Burkina Faso.

Toujours au Yatenga, Salif Déré Ouédraogo, après avoir fréquenté l'école coranique, a commencé par le petit commerce qui consistait à vendre du carburant et du pétrole. Il est, de nos jours, bien connu du public parmi les milliardaires (en francs CFA) originaires de

¹Les informations sur le parcours de Djanguinaba Barro ont été recueillies auprès de Gaoussou Simboro (entretien à Ouagadougou, 12 avril 2010).

² *Le Pays*, n° 1150, du 22 mai 1996.

Ouahigouya résidant à Ouagadougou. Il exerce dans le commerce général, l'hôtellerie et possède des immeubles placés en location.

L'usage des procédés occultes liés au pouvoir surnaturel d'un marabout est souvent invoqué pour expliquer la réussite d'un entrepreneur. Comme on dit au Burkina Faso, « toute grosse fortune a un secret ». Ce propos fait certes allusion au goût de l'effort et à la capacité managériale de l'intéressé, mais il renvoie surtout aux ressources occultes exploitées par celui-ci. Ces pratiques occultes, liées au pouvoir magico-religieux des marabouts, sont mises au service de l'initiative privée et, selon une croyance largement répandue, en garantissent le succès. C'est un autre exemple du lien qui se noue entre les ressources islamiques et l'initiative privée.

2.2. La solidarité islamique et les activités économiques

Il y a d'abord la solidarité directe entre entrepreneurs musulmans. Le recours à des emprunts, en dehors des institutions bancaires, est fréquent. Ces emprunts peuvent servir soit à constituer ou consolider un fonds de commerce, soit à résoudre un problème ponctuel quelconque. Ces emprunts peuvent aussi prendre la forme de marchandises, remboursables après leur écoulement. Cette forme d'entraide entre musulmans se rencontre notamment au sein des Wahhabiyya, regroupés au sein d'une association, depuis 1973, appelée Mouvement sunnite du Burkina Faso. La solidarité a été très forte entre les Wahhabiyya au cours des années 1960 et 1970. Les rapports d'enquêtes de la gendarmerie en 1973 font bien ressortir ces liens entre Wahhabiyya à partir de témoignages recueillis à Bobo-Dioulasso et à Tougan. Les forces de l'ordre s'étaient investies dans ce domaine dans un contexte de crise entre les Wahhabiyya et les autres musulmans. Avec l'accroissement du nombre de membres du Mouvement sunnite, cette solidarité n'a pas cessé, mais elle baisse en intensité, si l'on en croit le témoignage d'Idrissa Semdé, ancien président de l'Association¹.

À l'ouest du Burkina, les valeurs identitaires basées sur l'appartenance commune à la religion islamique sont mises en exergue, notamment dans le milieu des populations allogènes. Ici,

¹ Entretien avec Idrissa Semdé, Ouagadougou, 18 avril 2010.

également, s'exerce la solidarité entre musulmans dans le cadre de l'exercice de leurs activités économiques. Ailleurs, au Moogo, l'appartenance à la même ethnie prend le pas sur l'identité islamique dans les relations humaines.

Il existe une autre forme de solidarité, celle des activités de mécénat au service de la communauté. En effet, la création de la Communauté musulmane, en 1962, l'association islamique unique à l'époque, a été rendue possible grâce aux efforts considérables d'El Hadj Ousmane Sibiri Ouédraogo. Son poids économique et l'usage de ses moyens financiers ont été déterminants dans la mise sur pied de l'association. Grand commerçant bien connu au début de l'indépendance, il fut président de la Communauté musulmane, de 1962 jusqu'à sa mort, en 1966.

C'est aussi pour les besoins de la solidarité islamique qu'un regroupement des opérateurs économiques s'est effectué en 1990. L'objectif ce qu'ils ont appelé Association burkinabè pour le développement de l'islam (ABDI) était de collecter des fonds en vue de financer le développement de l'islam et le bien-être des musulmans.

Cette forme de solidarité, sans être inhabituelle, a joué un rôle décisif pour surmonter les crises qui ont secoué le mouvement associatif islamique au cours des années 1990 et 2000 au Burkina Faso. Le rôle de certains acteurs musulmans s'est révélé important à cause, précisément, de leur poids économique et financier. Nous n'allons pas relater, ici, les détails de ces crises (Issa Cissé 2009). Retenons néanmoins que, de 1997 jusqu'à sa mort en octobre 2011, Oumarou Kanazoé, grâce à ses moyens financiers considérables, a maintenu une cohésion relative au sein de la Communauté musulmane, la plus ancienne association islamique burkinabè. Il a d'abord œuvré à porter Aboubacar Sana, du même groupe Yarga que lui, à la tête de l'Association en 1997. Lorsque Sana a été accusé de malversation et de mauvaise gestion, au risque d'éclatement de l'association, Oumarou Kanazoé a épongé le manque à gagner pour lequel Sana était accusé, et il a été également fortement sollicité, compte tenu de son envergure économique et politique, pour prendre la direction de la Communauté musulmane. Devenu Président de celle-ci en 2004, il a aussi œuvré à la mise sur pied de la Fédération

des associations islamiques. Le budget du congrès constitutif de la Fédération, estimé à 15 millions¹, a été supporté par Kanazoé. Lors du congrès, Kanazoé a été porté à la tête de la Fédération, constituée de 119 associations islamiques. Toutes les grandes associations islamiques comme la Communauté musulmane, le Mouvement sunnite, l'Association islamique de la Tidjania, l'Ittihadislami, l'Association des élèves et étudiants musulmans du Burkina (AEEMB), le Cercle d'étude de recherche et de formation islamique (CERFI) dont les structurations couvrent l'ensemble du territoire, se retrouvent au sein de la Fédération.

À la suite d'une crise aiguë, au sein du Mouvement sunnite, provoquée par un meurtre par arme à feu, le vendredi 21 avril 1995², dans l'enceinte de la mosquée, c'est Kanazoé qui fut sollicité par le gouvernement pour jouer le rôle de médiateur. Les dirigeants de l'État burkinabè craignaient un incident diplomatique avec l'Arabie Saoudite, protectrice des Wahhabiyya, à cause de cette crise. Kanazoé a plus ou moins réussi dans sa mission, et lors du processus de réconciliation, les adhérents au Mouvement sunnite ont préféré choisir dorénavant des commerçants comme présidents de leur association en lieu et place des intellectuels francophones comme cela se faisait depuis la création de l'Association Wahhabiyya en 1973. Ainsi, Aboubacar Compaoré et Adama Nikiéma, pourtant considérés comme analphabètes, sont devenus respectivement présidents du Mouvement sunnite en 2001 et 2007.

On peut en conclure que la visibilité des opérateurs économiques musulmans a été de plus en plus significative au sein du mouvement associatif islamique au Burkina Faso au cours des années 2000. Un consensus se dégage autour de ces généreux mécènes dont le poids financier permet de faire vivre les associations. Cette tendance se développe dans un contexte social burkinabè où le matériel est devenu une valeur primordiale dans les mœurs ; il a tendance à prendre le pas sur toute autre considération dans les relations humaines.

¹ *Sidwaya*, n° 5478 du 16 décembre 2005, p. 18.

² Ce meurtre est dû à une dispute entre deux camps opposés au sein du Mouvement sunnite concernant une décision de décentraliser les lieux de prière (mosquées) de vendredi dans la capitale Ouagadougou.

2.3. Les musulmans et les secteurs d'activités économiques

Les musulmans sont présents dans presque tous les secteurs économiques des affaires au Burkina Faso. Pour reprendre l'affirmation du directeur de la formation professionnelle de la chambre de commerce burkinabè, un de nos informateurs¹, seul le commerce des fruits et légumes leur échappe.

Dans le domaine du bâtiment et de la construction des routes, Oumarou Kanazoé a toujours été la principale référence. Mais, au cours des années 2000, il a été concurrencé par une femme, Alizeta Ouédraogo. Partant d'un emploi de secrétaire dans un des services administratifs du Burkina Faso à Ouagadougou, Madame Ouédraogo s'est lancée dans le travail des cuirs et peaux ; ensuite elle s'est affirmée dans ledit travail en créant la société Tan-Aliz.

Multimilliardaire, de nos jours, Madame Ouédraogo possède également la première société immobilière du Burkina Faso appelé Azimo et s'affirme progressivement dans la construction des routes. Courant 2010, elle a eu un marché de 9 milliards auprès de l'État burkinabè pour la construction d'une route à la sortie de Oagadougou en direction de Bobo Dioulasso². Musulmane pratiquante, elle s'illustre régulièrement dans les œuvres de charité envers ses coreligionnaires, ainsi que les nécessiteux d'une manière générale.

Au regard de son poids économique, elle a été d'abord première vice-présidente de la Chambre de commerce et d'industrie, puis présidente après la disparition de Oumarou Kanazoé en 2011. Dans le domaine de l'industrie, nous avons déjà mentionné Djanguinaba Barro, à l'ouest du pays. À Ouagadougou, Nana Bourêma, secrétaire de la Chambre consulaire de commerce, possède, lui, une usine de fabrication de tôles et de fers à béton.

Concernant le commerce général, la vente de produits alimentaires divers, la cola, les céréales notamment le haricot, le riz, le maïs, le mil, le sorgho, les musulmans détiennent un monopole. Ils maîtrisent parfaitement la collecte des céréales sur les marchés intérieurs, notamment dans le milieu rural, et sa revente dans les centres urbains. Une autre femme, MamounataVelègda, possède de grands magasins

¹ Entretien avec Abdramane Traoré, (Ouagadougou, le 22 avril 2010).

² Moussa Yambila Traoré (entretien à Ouagadougou, le 29 avril 2010).

de vente de céréales aussi bien à Pouytenga, sa ville natale, qu'à Ouagadougou et en Côte d'Ivoire. Elle s'est spécialisée dans la vente du mil, du sorgho germé et non germé, du haricot. Sa renommée et son poids économique ont fait d'elle la représentante de la section territoriale de l'Est au niveau de la Chambre de commerce et d'industrie du Burkina Faso. Née de parents catholiques et ayant des frères et sœurs chrétiens, elle a préféré cependant se convertir à l'islam¹. Elle fait partie des opérateurs économiques dont le chiffre d'affaires dépasse le milliard. Signalons qu'elle a un collègue aussi spécialisé dans la vente des céréales à Bobo-Dioulasso, SaydouTera, de l'ethnie Dafing. Avec une fortune estimée à plus du milliard, sa renommée dans la vente des céréales est sous-régionale, car il traite avec des partenaires au Mali, en Côte d'Ivoire et au Niger².

Dans le domaine du transport, les plus grandes sociétés appartenant aux musulmans se présentent comme suit :

Noms de sociétés	Propriétaires
Sté de transport mixte Bangrin (STMB)	Ouédraogo Amadou Bangin
Sté générale Bamogo et frères (SOGEBAF)	Bamogo Mahamoudou
Sté de transport Maïga Issaka et fils (Transmif)	Alasane Maïga
Sté de transport OA	Ouédraogo Adama
Sté de transport Diao et frères	Diao Yaya
Transport TCV	Barro Yacouba

Sources : Recensements à partir des enquêtes orales

Ces sociétés de transport desservent toutes les localités, urbaines, semi-urbaines et rurales du Burkina Faso, à partir de Ouagadougou et Bobo-Dioulasso. Certaines, en l'occurrence TCV, STMB, SOGEBAF, SKV, TSR relie le Burkina Faso aux villes et capitales des pays voisins : la Côte d'Ivoire, le Mali, le Togo, le Bénin et le Ghana. En d'autres termes, qu'il s'agisse du transport des passagers ou des marchandises, les musulmans ont presque le monopole de ce secteur au Burkina Faso.

¹ Entretien avec Paul Ouango (Ouagadougou, le 19 avril 2010).

² Entretien avec AdamaZerbo (Bobo-Dioulasso, le 26 mars 2010).

2.4. L'islam, la IV^e République et les affaires économiques

Une particularité doit être soulignée à propos des relations entre l'islam et le milieu des affaires, en rapport avec la politique sous la IV^e République, en cours depuis 1991¹. En effet, la IV^e République est largement dominée par des élites, le plus souvent relativement jeunes, dont bon nombre de ses membres ont fait la Révolution d'août 1983. Soulignons que ces élites, sous la Révolution, n'avaient pas eu le temps d'amasser des fortunes au moment où elles écrasaient l'ancienne génération qui avait géré le pouvoir entre 1960 et 1982, car le ton était à la moralisation de la vie publique, et la lutte contre la corruption et l'enrichissement illicite étaient leur leitmotiv. Ces élites, parvenues aux affaires par les armes, progressistes au regard du contenu de leur discours, aux prises avec la transition et le processus démocratique à partir des années 1990, ont tenu à conserver à tout prix le pouvoir d'État. Il leur fallait alors beaucoup d'argent pour faire de la politique et des militants et sympathisants qui soient en mesure de leur apporter un soutien financier important, d'où une connexion très intéressée entre les hommes d'État et le milieu des affaires sous la IV^e République. Durant ce tournant historique, l'ancienne génération d'hommes d'affaires fut amenée à accepter la collaboration avec le nouveau pouvoir. Ceux qui tentaient de refuser subissaient tous les contrôles de l'appareil étatique, la douane, les impôts, la gendarmerie etc. Ils n'avaient plus accès aux marchés de l'État. Le milieu des affaires, dominé par les musulmans, comme nous l'avons montré, dut s'incliner pour conserver les biens et les fortunes chèrement acquis au fil du temps.

Une nouvelle génération d'hommes d'affaires musulmans surgit alors, qui était, le plus souvent, docile. Sans formation scolaire ni intellectuelle, elle a été gagnée par l'appât du gain rapide. Elle acceptait facilement les sociétés ou entreprises prête-noms, le jeu du blanchiment d'argent, ou les pourboires énormes contre l'acquisition de marchés étatiques ou de monopoles de fait sur certaines transactions commerciales, par exemple l'approvisionnement en vivres, carburant et articles divers au bénéfice des zones rebelles lors

¹ Mais compte tenu de la sensibilité de la thématique, il nous sera difficile de donner des détails pointus collectés lors des enquêtes.

de la guerre civile en Côte d'Ivoire, de septembre 2002 à la fin de l'année 2010.

Ces pratiques ont eu un impact négatif sur le processus de privatisation au cours des années 1990 et 2000 et des conséquences fâcheuses sur la collecte des impôts. Le fonctionnement normal d'un Etat de droit démocratique s'est trouvé ainsi affecté par cette relation des hommes d'État avec les milieux des affaires¹.

En observant de près la forme et la procédure d'acquisition de la fortune chez certains membres de cette jeune génération d'hommes d'affaires musulmans dont l'âge se situe entre 35 et 55 ans, on est en droit de se demander quel est le rôle de la morale religieuse islamique chez elle. Il est aisé de constater que cette morale n'a aucun poids devant le désir d'amasser de la fortune à tout prix. Cependant, ces nouveaux acteurs n'oublient pas leurs devoirs de redistribution en faveur de leur communauté religieuse, et c'est là que se placent, pourrait-on dire, leurs engagements moraux. On les voit soutenir activement, sous différentes formes, les œuvres et le prosélytisme islamiques: construction de mosquées, dons de billets d'avion pour le pèlerinage à la Mecque, financement de cérémonies religieuses telles que le mouloud et autres activités de prêches. Ces aides se font à coups de publicité dans la presse écrite et audio-visuelle contribuant à renforcer l'élan du dynamisme islamique des années 2000 au Burkina Faso, et aussi à consacrer l'image publique des donateurs. N'y aurait-il pas également un objectif expiatoire chez certains donateurs, le don permettant de purifier l'argent acquis dans des conditions discutables ?

La connexion entre les hommes d'État et le milieu des affaires a deux autres conséquences qu'il convient d'évoquer.

La première a trait à la rivalité de plus en plus visible qui oppose commerçants burkinabè et libanais. Les commerçants burkinabés accusent certains hommes du pouvoir de soutenir ou favoriser les Libanais dans la pratique d'une concurrence déloyale. L'incendie du grand marché de la ville de Ouagadougou, en 2003, et son processus

¹ Des informations sur la connexion entre les hommes d'État et le milieu des affaires ont été recueillies auprès de Moussa Yambila Traoré (entretien à Ouagadougou, le 29 avril 2010).

de réhabilitation par l'État a été l'occasion, pour certaines associations de commerçants, de manifester leur mécontentement¹. Les meneurs au sein des associations de commerçants, notamment la principale, l'Organisation nationale des commerçants du Burkina (ONACOM B), étaient des musulmans². Lors de cette crise qui a failli remettre en cause la paix sociale, Oumarou Kanazoé a usé de toute son influence, mais, au vu des méthodes utilisées³, il a parfois été pris à partie et dénoncé comme étant l'homme de main du pouvoir d'État contre les intérêts des commerçants burkinabé, eux-mêmes décidés à continuer la lutte contre le commerce libanais.

La deuxième affaire est l'organisation du Hadj, qui est l'objet d'une grande implication de l'État à partir de 1995. En effet, depuis le milieu des années 1990, l'organisation du Hadj est devenue un enjeu politique, et surtout financier, important. En moyenne, il y a 1 571 pèlerins par an selon les statistiques consultées entre 1996 et 2002 (Mahamoudou Oubda 2002 : 79). L'organisation du Hadj suscite d'interminables polémiques, parfois sur fond de tension, entre les musulmans et les deux ministères en charge du pèlerinage, le Ministère des affaires étrangères et celui de l'administration territoriale. Du côté des musulmans, les Associations islamiques et l'Association des démarcheurs du Hadj constituent les cadres d'expression, parfois hostiles, parfois favorables, à cette grande implication de l'État dans l'organisation du pèlerinage. Tantôt ce sont des incompréhensions entre le Ministère des affaires étrangères et celui de l'administration territoriale sur fond d'intérêts financiers non avoués, tantôt ce sont les démarcheurs qui contestent vivement l'organisation du Hadj par l'État et crient au respect de la laïcité. Des agences de voyages et compagnies de transport aérien sont parfois créées spontanément pour l'attribution de certains marchés dans le cadre du Hadj. L'enjeu financier de l'organisation du Hadj est alors source de dégradation du climat social entre les musulmans eux-mêmes, ainsi qu'avec certains hommes du pouvoir. Signalons que

¹ *Le Pays*, n° 3468 du 25 septembre 2005. Nous avons aussi recueilli des informations sur ces manifestations auprès de Bouréma Kékélé (entretien à Ouagadougou, 2 avril 2010).

² *Le Pays*, des 21 et 27 septembre 2005.

³ Morcellement des associations des commerçants et usage de la corruption.

pour les démarcheurs l'organisation du Hadj est une source de revenu. Un des ministres de l'administration territoriale aurait été remercié lors d'un remaniement parce qu'il y aurait eu, entre autres, une situation de mésentente entre lui et les musulmans.

3. L'itinéraire d'un homme d'affaires musulman : El Hadj Oumarou Kanazoé

Oumarou Kanazoé fut un homme d'affaires incontournable durant ces trente dernières années au Burkina Faso. Il fut président de la Chambre de commerce et d'industrie de novembre 1995 jusqu'à sa mort en octobre 2011, président du Conseil national du patronat burkinabè de 1997 à octobre 2011, président de la Communauté musulmane de 1977 à 1982, puis de 2004 à octobre 2011, et président de la Fédération des associations musulmanes du Burkina Faso depuis sa création en 2005 à octobre 2011. Il a été aussi membre influent du CDP (Congrès pour la démocratie et le progrès), le parti majoritaire, et président d'honneur de la Fédération associative pour la paix et le progrès avec Blaise Compaoré (FEDAP-BC). La FEDAP-BC « entend fédérer les forces de tous les admirateurs du chef d'État burkinabé pour accompagner de façon efficace et efficiente ses initiatives pour le meilleur devenir social, économique, politique de son pays ». En fait, un de ses objectifs inavoués est de contrebalancer toute hégémonie possible des instances du CDP, le parti majoritaire, sur le président Blaise Compaoré concernant des questions importantes comme celle de l'alternance. Selon Aboubacar Doukouré, un érudit, titulaire d'un doctorat d'État en droit islamique et conseiller à la présidence du Faso, Kanazoé avait eu également en projet la construction d'une mosquée futuriste, entièrement nouvelle dans sa conception pour l'Afrique de l'ouest. Celle-ci, qui est en construction à Ouagadougou, est estimée à 10 milliards de F CFA.

3.1. Enfance et début des activités commerciales

Kanazoé a connu une vie juvénile difficile marquée par l'éducation rigoureuse d'un milieu social et familial pauvre. Dès son jeune âge, il est soumis à l'apprentissage du Coran auprès d'un marabout durant six ans. Orphelin de père à 12 ans, il a évolué auprès de sa mère. Il a fait les travaux champêtres, à l'instar de bien d'autres enfants, et gardé les

animaux domestiques en brousse (pour le pâturage). Des tâches ménagères, comme aller chercher des fagots de bois en brousse, de l'eau aux puits, faire la cuisine, ont constitué les devoirs du jeune Kanazoé à l'égard de sa mère, dont il était l'enfant unique. Fort de cette soumission à sa mère qui lui a procuré une certaine *baraka*, selon l'entendement de la tradition africaine, et des bénédictions qu'il pense avoir reçues de son père comme héritage précieux, Kanazoé a commencé sa vie professionnelle de façon précoce. Il aime rappeler cet héritage lors de ses interviews de la manière suivante « Mon père est décédé quand j'avais 12 ans. Il ne m'a rien laissé comme héritage matériel et financier, mais des bénédictions pour ma conduite. Elles sont pour moi une richesse énorme et intarissable ¹». Nous parlons de vie professionnelle précoce car la fréquentation de l'école coranique dont il a été question n'est qu'une initiation à l'islam. Elle ne constituait pas un cadre de formation intellectuelle et ne faisait même pas de Kanazoé un homme alphabétisé. Il n'a jamais connu le chemin de l'école française.

Cette vie professionnelle commence à l'âge de 17 ans par le tissage des habits traditionnels, avec des fils offerts par sa mère au départ, et le travail de l'indigo. Conformément à cette tradition du commerce qui caractérise le Yarga, Kanazoé a commencé, dans un premier temps, à fréquenter les marchés des localités voisines de Yako. Il se rendait à pied dans les marchés de Berenga (situé à 32 km), Bagaré (40 km), Latodin (25 km), de Yako. Les recettes obtenues sur ces marchés lui permettaient d'acheter encore du fil et de l'indigo en vue de renouveler sa marchandise, c'est-à-dire la cotonnade et les habits traditionnels. Un succès enregistré sur les marchés des localités proches de Yako favorisa une nouvelle perspective. Il envisagea alors de fréquenter des marchés lointains dans certains pays voisins. Ainsi, il se rendait à Kumasi au Ghana, à Bamako et à Mopti au Mali. Ces longs trajets ont été effectués à pied, à dos d'âne et à bicyclette. Il allait vendre ses cotonnades au Ghana et ramenait de la cola, du sel, au

¹ *Africa international*, n° 299, novembre 1996, p.39.

Mali. Il en rapportait des tissus pour les placer sur les marchés locaux de Yako et des environs¹.

Un autre succès noté pendant cette deuxième phase de ses activités commerciales incite Kanazoé à ouvrir une boutique en 1948, puis un restaurant, à Yako. Une bonne gestion de la boutique et du restaurant le conduit à l'achat d'un premier véhicule en 1955, un tournant dans les activités commerciales de Kanazoé.

3.2. Les grandes étapes de l'acquisition de sa fortune

L'importance de l'acquisition du premier véhicule est soulignée par Fernand Sanou en ces termes : « l'achat du premier véhicule de transport a été l'étape la plus décisive, le bond qualificatif majeur. C'est en effet cet achat qui a marqué la rupture avec une forme d'activité artisanale et commerciale » (Sanou s.d : 10). Avec ce véhicule, Kanazoé se lance dans le transport de passagers entre le Burkina Faso et la Côte d'Ivoire. Le retour de Côte d'Ivoire est consacré au transport de marchandises en cas d'absence de passagers. C'était l'époque où la main-d'œuvre était demandée sur les chantiers et plantations de Côte d'Ivoire et où de nombreux migrants partaient à la recherche du mieux-être dans ce pays. Kanazoé a largement profité de ce contexte historique et régional. Mieux, il a bénéficié d'un marché de transport de travailleurs proposé au gouvernement burkinabé par le Syndicat d'initiative et d'acheminement de la main-d'œuvre (SIAMO), (Sanou s.d : 11). Cette aubaine permet à Kanazoé d'accroître considérablement son assise économique et financière. En effet, d'un camion en 1955, il était passé à sept en 1957 (Sanou s.d : 12). Ensuite, avec le revenu des activités de transport de passagers, il achète des camions de transport de matériaux de construction (sable, gravillon, cailloux). Les années 1966 à 1969 constituent une autre période de prospérité pour la nouvelle dimension donnée à ses

¹ Nous avons rassemblé ces données sur l'enfance et le début des activités commerciales de Kanazoé à partir d'une synthèse faite de ses entretiens accordés à *Sidwaya Magazine* (n° 13, juillet-août 1990, pp. 15-19), du journal *Racine*, n° 8, avril-mai 1996, pp. 21-22 et de la biographie de Kanazoe sur le site de la petite académie, [http:// www.petiteacademie.gov.bf](http://www.petiteacademie.gov.bf). Ce site retrace, d'une manière succincte, le parcours de certaines personnes bien connues au Burkina Faso.

activités. Des entreprises européennes de travaux publics (DRAGAGES, UDEC, ECA) et du bâtiment offrent des marchés de sous-traitance à Kanazoé pour le transport des matériaux de construction.

Enfin, en 1973, stimulé par cette dernière expérience et conforté par le capital accumulé, il crée l'entreprise Oumarou Kanazoé. Il excelle d'abord dans les travaux du bâtiment, puis se consacre exclusivement aux travaux publics (construction de routes, bitumage, aménagement hydro-agricole) à partir du milieu des années 1980¹. Sa réussite dans les travaux publics se mesure à la dimension sous-régionale acquise par ses réalisations grâce à l'acquisition de marchés de constructions de routes au Bénin, au Niger et au Mali².

3.3. Des indications pour une estimation de sa fortune

Nous n'avons pas réussi à obtenir des données précises sur l'estimation de la fortune de Kanazoé malgré les multiples documents consultés. Généralement, pour une entreprise individuelle, devenue familiale, de ce genre, la fortune relève du domaine du secret, comme c'est le cas des autres hommes d'affaires évoqués précédemment dans l'étude. Lors d'un entretien, répondant à une question, il disait :

« À vrai dire, je ne sais pas, en termes financiers, de combien je dispose. Ce que je connais, c'est le nombre de chantiers sur lesquels je travaille. Sur ces chantiers, les travaux s'exécutent en termes de milliards ou de plusieurs millions de francs CFA. Et plus j'ai des chantiers, plus j'encaisse³ ».

Seules quelques indications peuvent donner une idée de la fortune exacte de Kanazoé qui, à coup sûr, s'élève en milliards de francs CFA. En effet, en 1977 déjà, il possédait un avion personnel, puis un second en 1980. D'autres indicateurs de sa fortune peuvent être énumérés : une centaine de bennes Mercedes d'un coup total de 4 milliards de francs CFA ont été commandées pour l'équipement de l'entreprise pour la seule année 1990. Kanazoé affirmait lui-même que, durant les

¹ Constat fait à partir d'une longue liste de ses réalisations depuis le début de la création de l'entreprise Oumarou Kanazoé.

² *Les Afriques, le journal de la finance africaine* (<http://www.lesafriques.com>).

³ *Sidwaya Magazine*, n° 23/24, juillet-août 1990, p. 17.

huit premiers mois de l'année 1991, les frais de renouvellement de son équipement s'élevaient à plus de 5 milliards de francs CFA et que chaque mois l'investissement dans les pièces de rechange lui coûtait plus de cent millions de francs CFA¹. En outre, un reportage a fait ressortir, au milieu des années 1990, que :

« L'entreprise de Oumarou Kanazoé a un patrimoine impressionnant : plus de 400 véhicules et engins pour les travaux publics, dix scrapeurs (dont l'unité revient à plus de 200 millions de francs CFA), quatre carrières. Chaque mois Oumarou Kanazoé dépense près de 200 millions de francs CFA pour l'entretien de ses machines ».

Dans le même reportage, il ressortait que Oumarou Kanazoé injectait 30 millions d'euros par an soit 19,65 milliards de francs CFA dans l'économie burkinabè².

Les réalisations constituent aussi une piste qui donne une idée de sa fortune. Nous avons dénombré plusieurs grands bâtiments publics, surtout dans les deux grandes villes, Ouagadougou et Bobo-Dioulasso, des aménagements hydro-agricoles et 2 500 kilomètres de routes bitumées³. La dimension sous-régionale des marchés exécutés (Burkina Faso, Bénin, Niger, Mali), est à prendre en compte. Enfin, un don fait aux populations des provinces du Passoré et du Yatenga est encore révélateur de l'immense fortune de Kanazoé. Il s'agit de la réalisation d'un barrage en 1994-1995 qui devait favoriser l'exploitation agricole, et dont le coût s'élevait à quatre milliards de francs CFA⁴.

Nous avons retracé le parcours de l'homme. À la question sur l'origine de sa fortune, il répondait :

« En ma connaissance, il n'existe pas encore de gris-gris qui produise l'argent. La clé de ma fortune, c'est le travail. Si aujourd'hui Kanazoé arrête de travailler, demain on ne parlera pas de ma fortune. Le seul fétiche qui procure l'argent, c'est le travail, l'investissement (...); je vais

¹ *Construire l'Afrique*, hors série, n° 15, sept-oct. 1991, p. 25.

² *Les Afriques, le journal de la finance africaine*, op. cit. Le montant de 30 millions d'euros, soit 19,65 milliards de francs CFA coïncide avec l'estimation faite par *Africa international*, n° 299, novembre 1996, p. 33. Le journal affirme que Kanazoe investit entre 15 à 20 milliards de francs CFA dans l'économie burkinabè par an.

³ *Jeune Afrique plus* du 2 décembre 1996, p. 32.

⁴ *Sidwaya*, n° 3117 du 16 octobre 1996, p. 9.

dire une chose qui va vous étonner. Je ne fréquente pas les marabouts, les féticheurs, les charlatans et autres prédicateurs¹ ».

Cette ferme dénégation peut surprendre. Elle s'accorde sans doute à la conception de l'islam que voulait défendre Kanazoé, à la différence de nombre de ses collègues. Il est difficile d'en savoir plus.

Conclusion

La force économique des musulmans constitue une spécificité dans le monde des affaires au Burkina Faso. Plusieurs facteurs peuvent expliquer cette situation. Cela tient d'abord à une présence relativement ancienne de groupes sociaux, Dioula, Yarse, Maranse, Dafing/Marka et Peuls, qui ont fait de la diffusion de l'islam et des activités commerciales, artisanales et de l'élevage leurs activités de prédilection.

Les progrès de l'islam au Burkina (9.86% d'adeptes en 1949², 20% en 1959 (Audouin et Deniel 1978 : 65) et 60.53% en 2006³), le refus de l'école officielle laïque, le goût de l'initiative privée ont contribué à accroître le nombre de musulmans dans le secteur libéral de l'économie burkinabè. Ces derniers occupent une position dominante dans le commerce général, l'import-export, l'industrie, le transport et l'immobilier. Soulignons également que bon nombre d'élèves sortis de l'enseignement confessionnel musulman, médersas et écoles coraniques, se retrouvent dans le secteur informel.

La présence des musulmans aux postes clés de la Chambre de commerce et d'industrie du Burkina Faso notamment la présidence, la vice-présidence, le secrétariat, et trois représentants sur quatre des sections territoriales, est un indicateur important de leur poids économique⁴. Ces postes sont, en effet, pourvus à la suite d'élections.

¹ *Sidwaya Magazine*, n° 23/24, juillet/août 1990, p. 17.

² Notes et études documentaires, n° 1152, la Documentation française, juin 1949, p. 2.

³ Ministère de l'économie et du développement, Burkina Faso, *résultats du Recensement général de la population et de l'Habitation*, document de l'INSD, avril 2007, p. 31.

⁴ Chambre de commerce et d'industrie du Burkina Faso, *Mémento des élections consulaires 2006*.

Les relations entretenues avec le pouvoir consolident leur position. En effet, ils acceptent facilement les compromis allant dans le sens des intérêts réciproques. Une telle tendance existait auparavant, mais elle a pris une plus grande ampleur sous la IV^e République. Qui en profite le plus ? On voit se dessiner, en position d'enclaves autonomes, des empires économiques et financiers qui s'épanouissent finalement au détriment du Trésor public.

Il reste que ces fortunes servent, grâce au mécénat de leurs titulaires, le prosélytisme islamique dans le pays, une tendance lourde qui s'est consolidée à partir des années 1990.

Sources et bibliographie.

1. Les sources

1.1. Les sources orales

Nom et prénoms	Qualité	Lieu et date de l'enquête
Semdé Idrissa	Ancien président du Mouvement Sunnite	Ouagadougou, le 18-04-2010
Koussoubé Celestin	Député et ancien maire de Bobo Dioulasso	Ouagadougou, le 17-05-2010
Zerbo Adama	Commerçant à Bobo Dioulasso	Bobo, le 26-03-2010
KékéléBourêma	Commerçant à Ouagadougou	Ouagadougou, le 02-04-2010
Ouango Paul	Chef d'établissement secondaire	Ouagadougou, le 19-04-2010
Traoré Moussa Ya	Directeur général Entreprise Faso Kanu	Ouagadougou, le 29-04-2010
SIMBORO Gaoussou	Arabisant, chef d'agence de voyage	Ouagadougou le 12-04-2010
Cissé Yacouba	Commerçant à Tougan	Tougan, le 7 -03-2010
Guiré Bakary	Chauffeur (routier) à la retraite à Ouagadougou	Ouagadougou le 20 avril 2010
Traoré Abdramane	Directeur de la formation professionnelle, Chambre de Commerce	Ouagadougou le 22 avril 2010

1.2. Les sources écrites

Presse écrite

- Africa international*, n° 299, novembre 1996.
- Afrique compétences*, le magazine des ressources humaines, des talents et savoir-faire africains, n° 002, mars-avril-mai 2009.
- Construire l'Afrique*, hors série n° 15, septembre-octobre 1991.
- Journal du soir* du lundi 26 au mardi 27 juin 1995.
- Jeune Afrique plus* du 2 décembre 1996.
- L'Evènement* (bimensuel burkinabè) n° 54 du 25 octobre 2004.
- Le Pays* : numéros 1023 du 13 novembre 1995, 1549 du 30 décembre 1997, 3468 du 27 septembre 2005.
- L'Observateur* (quotidien burkinabè) : numéros 1589 du 24 avril 1979, 1731 du 19 novembre 1979, 2088 du 11 mai 1981.
- L'Observateur paalga* (quotidien burkinabè) : numéros 4030 du 6 novembre 1995, 4502 du 2 octobre 1997, 6231 du 21 septembre 2004, 6538 du 15 décembre 2005, 6542 du 20 décembre 2005.
- Racine* (mensuel burkinabè) n°008, avril-mai 1996.
- Sidwaya* : numéros 2587 du 30 août 1994, 2700 du 9 février, 2932 du 16 janvier 1996, 2936 du 24 janvier 1996, 3117 du 16 oct. 1996, 3182 du 22 janvier 1997, 3274 du 5 juin 1997, 3467 du 5 mars 1998, 5478 du 18 décembre 2005, 6024 du 16 octobre 2007.
- Sidwaya Magazine* (mensuel burkinabè), n° 23-24, juillet août 1990.
- Dossier de presse sur Oumarou Kanazoé (coupures de journaux divers) conçu et relié en 11 volumes, documentation de TARBAGDO Sita.

Site Internet

<http://www.petiteacademie.gov.bf>

Archives et divers documents

- Chambre de Commerce et d'industrie du Burkina Faso, *Mémento des élections consulaires* 2006, 12 p.
- Rapport de Congrès de 1982 de la Communauté musulmane du Burkina Faso.

Rapport d'enquêtes n° 2 (de gendarmerie) du 27 septembre 1973 relatif au conflit Wahhabiyya de Bobo-Dioulasso, 30 p. Archives non classées du ministère de l'Administration territoriale.

Rapport d'enquêtes n° 4 (de gendarmerie) du 10 octobre 1973 relatif au conflit Wahhabiyya de Tougan, 48 p. Archives du Palais de justice de Dédougou.

2. Bibliographie

2.1. Ouvrages, thèses, mémoires, articles,

Audouin J. et Deniel R., 1978. *L'islam en Haute-Volta à l'époque coloniale*, éditions L'Harmattan INADES - Paris-Abidjan, 129 p.

Cisse I., 1994. *Islam et Etat au Burkina Faso, de 1960 à 1990*, thèse de doctorat d'Histoire, nouveau régime, Université de Paris VII, 575 p.

Cisse I., 2009. « Le Wahhabisme au Burkina Faso : dynamique interne d'un mouvement islamique réformiste » in *Cahiers du CERLESHS*, presses universitaires de Ouagadougou, n° 33, pp. 1-33.

Diallo B., 1989. *L'islamisation du Jelgoogi et la confrérie hamalliste de Hamdallahi (ou la vie et l'œuvre du cheikh Abdoulaye Fodé Doukouré)*, mémoire de maîtrise, Université de Ouagadougou, 97 p.

Diallo Y., 2008. *Nomade des espaces interstitiels. Pastoralisme, identité, migrations (Burkina Faso-Côte d'Ivoire)*, éditions Rüdiger Köppe Verlag-Köln, Cologne, 321 p.

Izard M., 1985. *Gens du pouvoir et gens de la terre*, Cambridge universitypress, éditions du M.S.H., Paris, 594 p.

Kote B., 1981-1982. *Les marka et l'islam dans la boucle de la Volta Noire, du jihad d'El Hadj Mamadou Karantao aux débuts de la colonisation française*, Mémoire de maîtrise d'Histoire, Université de Ouagadougou, 166 p.

Kouanda A., 1981. *Les conditions sociologiques et historiques de l'intégration des yarses dans la Société mossi de Ouagadougou*, mémoire de maîtrise, Université de Ouagadougou, 144 p.

Kouanda A., 1984. *Les Yarse : fonction commerciale, religieuse et légitimité culturelle dans le pays moaga (évolution historique)*, thèse de doctorat 3è cycle, Paris I, 378 p.

- Kouanda A., 1989. « La religion musulmane : facteur d'intégration ou d'identification ethnique. Le cas des Yarse du Burkina Faso », In J. P. Chretien et G. Prunier, (sous la direction de) *Les ethnies ont une histoire*, édition Karthala et ACCT, Paris, pp.125-134.
- Larou B. E., 1985. *Evolution de la société marka au contact de l'islam, des origines à 1815, le cas de Safané*, mémoire de maîtrise, Université de Ouagadougou, 153 p.
- Oubda M., 2002. *Le Hadj et son organisation au Burkina de 1960 à 2002*, mémoire de maîtrise d'histoire, Université de Ouagadougou, p.79.
- Politique africaine*, n° 101, mars 2006, dossier: Burkina Faso, l'alternance impossible pp. 5-110.
- Sanou F., (s d). *Culture, gestion et développement, l'exemple de EL Hadji Oumarou Kanazoé, « empereur » Burkinabé des travaux publics*, document ronéo (rapport d'une consultation pour la banque mondiale), 32 p.
- Tarbagdo S., (s d). *EL Hadj Oumarou Kanazoé, le donateur infatigable, 300 mosquées pour ces fidèles musulmans*, document ronéo, 32 p.
- Traore B., 1984. *Le processus d'islamisation à Bobo Dioulasso jusqu'à la fin du XIXè siècle : approche socio historique*, mémoire de maîtrise d'Histoire, Université de Ouagadougou, 183 p.